

9 mars 2009 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les relations franco-mexicaines notamment dans le domaine économique, à Mexico le 9 mars 2009.

Mesdames, Messieurs,

Nous venons d'avoir une réunion très intéressante du Groupe de Haut Niveau, je me demande d'ailleurs pourquoi tout le monde n'en a pas profité, c'est une étrangeté parce que c'était extrêmement intéressant. On s'est engagé sur des projets concrets. Le Groupe de Haut Niveau a bien travaillé et surtout les conclusions de ce Groupe n'ont pas du tout à rester secrètes, bien au contraire, mais à être mises à la connaissance de tous les chefs d'entreprise qui souhaitent investir de France vers le Mexique ou du Mexique vers la France. Cette réunion de travail, on aurait dû l'avoir tous ensemble, parce que moi, je plaide pour qu'il y ait moins de discours et plus de concret. On a l'habitude de dire que je m'occupe de tout, mais si je m'étais occupé de cela, je ne l'aurais pas fait ainsi. Avec Felipe, qu'est-ce que l'on veut ? On veut que ce soit concret et moins de discours, et on ne veut pas vous imposer le contraire, c'est-à-dire les discours !

Qu'est-ce qu'on dit en résumé, parce que c'est trop simple ce que je vais dire pour pénétrer le cortex de ceux qui s'en occupaient jusqu'à présent. Ce que l'on veut, c'est que cela soit concret, qu'il y ait plus de facilité pour le Mexique de vendre en France des produits qui sont les siens, qu'il y ait plus de facilité pour le Mexique d'appréhender une technologie dont vous avez besoin pour assurer le développement du peuple mexicain. Nous, ce que l'on veut c'est que davantage d'entreprises puissent venir au Mexique et que si vous avez à choisir entre des technologies, que vous ayez confiance dans la technologie française. Nous ne voulons pas considérer le Mexique comme un client parmi les autres. Nous voulons être vos partenaires. Nous avons compris une chose depuis bien longtemps, c'est qu'une bonne affaire c'est une affaire pour les deux. Parce que s'il y a qu'un seul qui est content, cela ne dure pas longtemps. C'est d'ailleurs souvent ce qui se passe.

Donc, dans l'aéronautique, dans l'alimentaire, dans le nucléaire, dans les transports, pour les PME, on a beaucoup de projets communs. Je le dis aux entrepreneurs qui sont ici, non seulement les chefs d'Etat, les ministres, les gouvernements ne veulent pas vous compliquer la tâche, mais ils veulent vous encourager. Nous avons choisi le Mexique, nous, les Français, car nous considérons que le Mexique, c'est une puissance considérable pour demain. Nous vous faisons confiance, nous croyons en vous, nous pensons que pour vous avoir une civilisation aussi ancienne, une culture aussi importante, cela permet d'envisager un avenir avec les meilleures technologies. Nous vous demandons de comprendre que la France est en train de changer. Que la France est un pays qui a une grande histoire et qui, peut-être, s'était un peu assoupie. On est en train de la réveiller, la moderniser.

En tout cas, ce que je souhaite, c'est que le Mexique comprenne qu'un engagement de la France, c'est un engagement qui est tenu, que nous sommes un partenaire pour vous de long terme et que nous voulons travailler avec vous, main dans la main, sur le long terme. Le domaine économique n'a pas de limite. Si vous vouliez renouer un peu plus qu'aujourd'hui avec le nucléaire, la France est prête à être votre partenaire. Vous voulez construire des hélicoptères et des avions, la France est prête à être votre partenaire. Vous voulez mieux vendre vos denrées agricoles. La France est prête à être votre partenaire. Vous voulez développer votre infrastructure.

la France est prête à être votre partenaire. Mais elle ne veut pas l'être simplement sur le plan économique, culturel, - l'année du Mexique en France, s'il y avait une année de la France du Mexique, j'en serais extrêmement heureux.

Sur le plan politique et diplomatique, on va essayer, le président Calderon et moi, d'avoir les mêmes positions dans les grands sommets, porter le même message. C'est sur le long terme, c'est du concret et on veut faire de la relation économique Mexique-France un exemple pour nos relations avec toutes les autres économies.

Enfin, dernier point, on ne veut pas simplement que cela concerne que les grands groupes. Merci au Groupe de Haut Niveau d'avoir introduit cette idée, très bonne idée, qui fait que les grands groupes permettent d'attirer avec eux des PME. Parce qu'il y a des PME mexicaines formidables, il y a des PME françaises formidables. Il faut qu'on les aide à pénétrer nos marchés respectifs. Voilà ce que l'on voulait faire ensemble, Felipe et moi. On y croit beaucoup et on va s'engager totalement. Si, bien sûr, il y avait quelques questions, j'essayerai d'y répondre le mieux possible.

Q - Monsieur le Président Nicolas Sarkozy, comment la France soutient la participation des pays émergents, et plus particulièrement le Mexique, dans le processus de reconstruction du système financier international ?

R - Ecoutez, d'abord, la crise ne fait que renforcer ce que l'on a décidé avec Felipe. Ce qui était vrai en période de croissance, devient encore plus vrai en période de crise.

Deuxièmement, vous avez dit que le système actuel était caduc. Vous avez parfaitement raison, parce que ce qui nous a amené où on est, c'est une forme de cupidité d'une minorité qui n'a rien à voir avec l'entreprise, qui n'a rien à voir avec l'économie de marché et qui n'a rien à voir avec l'économie réelle. Une minorité de cupides ont voulu gagner énormément d'argent en très peu de temps. Je n'ai rien contre les gens qui gagnent de l'argent, tant mieux. Mais quand on gagne de l'argent, cela doit correspondre à un travail, à une idée, à un risque que l'on a pris. Gagner de l'argent en n'en faisant perdre aux autres, cela n'est pas un système d'économie de marché. Ils ont pu faire cela en toute impunité. On ne peut pas continuer à avoir un marché mondial et une réglementation nationale.

Comment on va travailler ensemble, le Mexique et la France ? Le 2 avril, on va essayer, Felipe et moi, de défendre les mêmes idées : oui à la concurrence fiscale, oui à la baisse des taux des impôts £ non aux paradis fiscaux £ oui à l'économie de marché £ non à l'absence de contrôle des "hedge funds" qui ont dépecé des entreprises au Mexique et en France sans avoir créé un centime de valeur £ oui à la rémunération importante d'un créateur d'entreprise, mais non au bonus pour des traders qui ont pris des risques inconsidérés. D'ailleurs, quand je réclame un malus pour ceux qui nous ont conduit là, on me dit : la liste des responsables n'existe pas, mais lorsque l'année dernière, il a fallu trouver la liste des bénéficiaires, elle existait la liste. Il n'y a qu'à prendre la même liste, et à ceux à qui on a donné un bonus, leur donner le malus. On est sûr de ne pas se tromper, ni au Mexique, ni en France. On va travailler là-dessus !

Enfin, dernier point, moi, je crois que la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, cela ne doit pas attendre. L'idée qu'il n'y ait pas un seul membre permanent d'Amérique centrale ou latine est une idée folle. L'idée qu'il n'y ait pas un seul membre permanent d'Afrique est une idée folle. L'idée que l'Inde ne soit pas partie, c'est une idée folle. Je le dis comme je le pense, devant le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner. Je dis également que le G8 se réunissant pour trois jours et invitant pour un déjeuner rapide le G5, c'est-à-dire deux milliards et demi d'habitants, pour ne pas leur donner l'impression qu'ils aient été négligés, c'est une folie. En tout cas, cela ne correspond pas à la volonté et à la politique de la France.

Je remercie le Premier ministre d'Italie, M. Silvio Berlusconi, d'avoir fait que le prochain G8 sera pour moitié G14 car, naturellement, de mon point de vue, je considère que G8 plus G5, c'est-à-dire : Chine, Inde, Afrique du Sud, Brésil, Mexique, il faut un pays arabe. De mon point de vue, la candidature de l'Egypte s'impose, 80 millions d'habitants. C'est le G14.

Vous voyez, ce n'est pas un discours que je viens tenir ici pour la circonstance parce que je suis à côté de Felipe, c'est un discours que je tiens depuis la première minute que j'ai été élu. Si l'on veut que le monde soit en paix, il faut que tous les pays qui peuvent apporter à la paix leur

contribution se sentent en responsabilité et ne se sentent pas exclus. Une raison de plus de faire confiance aux entreprises françaises.

Q - Bonjour Monsieur le Président. De quelle façon envisagez-vous l'intégration des mesures concrètes dont vous venez de parler pour les PME dans le cadre de ce nouveau dynamisme entre la France et le Mexique ? Merci.

R - Ce serait plutôt aux deux présidents du Groupe de Haut Niveau de répondre. Qu'est ce qui a été décidé avec l'accord de Felipe et le mien ? C'est que, dès qu'une grande entreprise s'installe au Mexique, dès qu'elle a des marchés, des collaborateurs, des possibilités, elle prend l'engagement d'appeler avec elle 3 ou 4 entreprises, PME. Peut-être 5, mais ce n'est pas à Felipe ou à moi de décider quelles doivent être ces entreprises. Mais dans la foulée d'une grande entreprise, c'est quelque chose que l'on ne fait nulle part ailleurs, on amène les PME derrière. Donc c'est à vous - nous allons organiser cela avec le Groupe de Haut Niveau - de vous rapprocher des grands groupes, dans le sens du Mexique vers la France comme de la France vers le Mexique, de faire votre marché en fonction des grandes entreprises avec lesquelles vous avez le plus d'atomes crochus, parce qu'il faut qu'il y ait quand même une synergie pour ouvrir vos métiers. Les grandes entreprises se sont engagées à amener sur le marché qu'elles connaissent 3 ou 4 de leurs collègues qui sont des PME. Voilà très concrètement ce que nous voulons faire. Cela me semble très pratique, très opérationnel et porter beaucoup d'avantages. Je parle devant Anne-Marie Idrac qui naturellement est partisan total de cette politique.